

<http://ujfp.org/spip.php?article7039>

The logo for UJFP (Union of Jewish Families for Peace) consists of the letters 'UJFP' in a bold, red, sans-serif font. The letters are slightly shadowed and appear to be floating above a faint, light-colored background.

Expulsions des bidonvilles, il est temps de décréter l'urgence sociale !

- Lutte contre les racismes et les discriminations - Roms -



Date de mise en ligne : lundi 18 mars 2019

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

le 16 mars 2019
Par Redaction JDD

LETTRE OUVERTE - Le collectif Romeurope, et de nombreuses autres associations telles que ATD-Quart Monde, la Fondation Abbé Pierre, la Ligue des Droits de l'Homme ou encore Médecins du Monde, tirent la sonnette d'alarme et appellent à "une réelle politique nationale, volontariste et adaptée, de résorption des bidonvilles".



Un bidonville, ici à Montpellier. Photo d'illustration. (Sipa Press)

Quelque 48 associations et collectifs du CNDH Romeurope s'adressent directement à Emmanuel Macron dans cette lettre ouverte publiée dans le JDD. Alors qu'en 2018, le nombre d'expulsions ont augmenté de "près de 40% par rapport à 2017", ils appellent le chef de l'Etat "transformer [ses] paroles en actes" et dénoncent une situation "indigne". "Aucun enfant ne devrait être mis à la rue pendant l'année scolaire. Ce sont des mois voire des années d'école perdus pour ces enfants qui ont tant besoin d'accéder à l'éducation", écrivent-ils également.

La tribune :

"Une expulsion tous les deux jours dans notre pays. Monsieur le Président de la République, c'est à ce rythme infernal que l'Etat détruit des baraques de bidonvilles en France métropolitaine. En 2018, 171 expulsions ont jeté à la rue 10.000 personnes, majoritairement européennes, habitant des squats ou des bidonvilles. La plupart sont des personnes fortement discriminées, notamment Roms ou perçues comme tel par les autorités ou les citoyens.

Cette augmentation de près de 40% du nombre d'expulsions par rapport à 2017 est indigne de notre pays et pousse nos 48 associations et collectifs du CNDH Romeurope à tirer la sonnette d'alarme.

Il est temps que vos paroles se transforment en actes afin de mettre en place une réelle politique nationale, volontariste et adaptée, de résorption des bidonvilles. On ne nous convaincra pas que la situation de 15.000 personnes en grande précarité représente un défi insurmontable pour un pays comme la France.

Cette politique indigne fait perdurer les bidonvilles

plutôt que de les faire disparaître

Le 25 janvier 2018, huit de vos ministres signaient une instruction pour résorber les bidonvilles d'ici 5 ans. L'objectif était de 'dépasser l'approche centrée sur les évacuations et d'inscrire l'intervention publique dans une dimension plus large, depuis l'implantation du campement jusqu'à sa disparition'. Lors de la présentation du Plan pauvreté en septembre 2018, vous annonciez solennellement : 'Dans la droite ligne du plan Logement d'abord [...], nous poursuivrons notre politique de résorption des bidonvilles, qui sont peuplés de 30% d'enfants'.

Ce discours ambitieux est en contradiction avec les faits. Au lieu de travailler à des solutions concertées avec les collectivités, les habitants, les associations et les services de l'Etat, la majorité des Préfets continuent d'expulser les habitants des bidonvilles sans proposer de solution stable (ce fût le cas pour 85% des personnes expulsées en 2018). Cette politique indigne fait perdurer les bidonvilles plutôt que de les faire disparaître.

L'accélération des expulsions est particulièrement notable à la fin de l'année scolaire et peu avant le début de la trêve hivernale. Malgré les demandes des familles et des associations de laisser les enfants scolarisés finir leur année, la trêve scolaire n'existe toujours pas : aucun enfant ne devrait être mis à la rue pendant l'année scolaire. Ce sont des mois voire des années d'école perdus pour ces enfants qui ont tant besoin d'accéder à l'éducation.

Il est indigne qu'en France en 2019, des enfants et des familles n'aient pas un toit stable sur la tête

Pourtant des solutions existent. Poussés par la mobilisation de la DIHAL [Délégation Interministérielle à l'Hébergement et à l'Accès au Logement, NDLR] et les quatre millions d'euros qu'elle met à leur disposition, certains territoires (parfois les villes, parfois l'Etat, rarement les deux) ont impulsé des projets ambitieux. A Montpellier ou Villeurbanne par exemple, des personnes en bidonville ont obtenu des logements stables leur permettant de réaliser des démarches d'inclusion sociale (scolarisation, accès au parcours de soins, recherche d'emploi ...). A Lille, le préfet a annoncé qu'il n'expulserait plus de bidonville sans solution de relogement.

Ces projets ont permis à des centaines d'enfants d'aller à l'école et à des familles d'accéder aux soins, de trouver des emplois déclarés et d'obtenir à un logement stable. Ils sont la preuve qu'avec du courage politique, ces personnes peuvent accéder à un logement stable et à leurs droits fondamentaux.

Mais pour y arriver, le budget dédié à la résorption des bidonvilles doit augmenter significativement. Les quatre millions d'euros sont insuffisants. D'autres mesures comme la trêve scolaire ou l'organisation de réunions partenariales pour organiser la résorption des bidonvilles doivent être mises en place rapidement.

Monsieur le Président de la République, vous devez décréter l'urgence sociale. Il est temps que l'Etat prenne ses responsabilités. Il est indigne qu'en France en 2019, des enfants et des familles n'aient pas un toit stable sur la tête et n'aient pas tous accès à l'éducation et aux autres droits fondamentaux (le travail, la culture et l'accès aux soins)."

Les signataires :

Nathalie Godard, présidente du Collectif National Droits de l'Homme Romeurope

Claire Hédon, présidente d'ATD-Quart Monde

Florent Gueguen, directeur de la Fédération des Acteurs de la Solidarité

Christophe Robert, délégué général de la Fondation Abbé Pierre

Expulsions des bidonvilles, il est temps de décréter l'urgence sociale !

Malik Salemkour, président de la Ligue des Droits de l'Homme

Cécile Coudriou, présidente d'Amnesty International France

Dr Philippe de Botton, président de Médecins du Monde

Véronique Fayet, présidente du Secours Catholique Caritas France

Leonard Velicu, président de EURROM

Liliana Hristache, présidente de Rom Réussite

William Bila, président de La Voix des Roms

Renée Le Mignot, co-présidente du MRAP

Thierry Mauricet, directeur général de Première Urgence Internationale

Estelle Denize, présidente de Hors la Rue

François Loret, président de Convivances

Philippe Dubois, co-président de Roms Action

Blandine Billaux, présidente du Collectif lyonnais pour l'accès à la scolarisation et le soutien aux enfants des squats (C.L.A.S.S.E.S)

Pascal Joffroy, présidente de Système B, comme bidonville

Loïc Gandais, président de l'Association de Solidarité en Essonne avec les Familles Roumaines et Roms (ASEFRR)

Jean-Pierre Perrin, président de Rencontres Tsiganes

Aline Poupel, présidente de Romeurope 94

Pierre Rachet, président de l'Association Solidarité Roms Saint-Etienne
Intercollectif Roms 59-62

Collectif Solidarité Roms et Gens du Voyage Lille Métropole

Collectif de soutien aux familles roms du Val d'Oise

Collectif Romeurope Anthony

Collectif Roms Paris